

Service Urbanisme et Risques

A R R E T É

accordant à la commune de Saint-Jean-sur-Veyle une dérogation au principe d'urbanisation limitée édicté à l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme, dérogation demandée en application des dispositions de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme en vue d'agrandir la superficie d'un Secteur de Taille Et de Capacité Limité

La préfète de l'Ain

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L. 142-4 et L. 142-5 ;

Vu le courrier du 13 avril 2021 de la Communauté de Communes de La Veyle demandant une dérogation à la règle d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT prévue par l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme et le dossier technique joint ;

Vu l'avis favorable pour l'octroi de la dérogation préfectorale au principe d'urbanisation limitée en l'absence de SCoT de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers en séance du 27 mai 2021 ;

Vu l'avis favorable du président du syndicat mixte du SCoT Bresse-Val-de-Saône en date du 17 juin 2021 ;

Considérant que dans les communes où un schéma de cohérence territoriale n'est pas applicable, le document d'urbanisme ne peut évoluer en vue d'ouvrir à l'urbanisation une zone agricole en application de l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme ;

Considérant que la commune de Saint-Jean-sur-Veyle n'est pas couverte par un schéma de cohérence territoriale applicable ;

Considérant qu'il peut être dérogé à cette disposition législative avec l'accord du préfet donné après avis de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers, en application de l'article L. 142-5 du code de l'urbanisme ;

Considérant l'intérêt du projet permettant de valoriser les productions agricoles biologiques ;

Considérant la saturation du site de Saint-Jean-sur-Veyle pour stocker les farines ;

Considérant la réduction de l'empreinte carbone résultant de la diminution des trajets effectués par les poids lourds acheminant les farines entre le site de stockage de Villefranche-sur-Saône et le site de production de Saint-Jean-sur-Veyle ;

Considérant que cette réduction des trajets génère une rationalisation des coûts de production pour l'entreprise ;

Sur proposition du directeur départemental des territoires ;

ARRETE

Article 1

La demande de dérogation à l'article L. 142-4 du code de l'urbanisme, présentée par la communauté de communes de La Veyle en vue d'agrandir un secteur de taille et de capacité d'accueil limité, est accordée pour permettre l'extension à vocation de stockage de l'entreprise « Le moulin de Marion » ;

Article 2

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs et affiché dès réception en mairie de Saint-Jean-sur-Veyle et à la communauté de communes de La Veyle. Cette formalité devra être justifiée par un certificat d'affichage qui sera adressé à la direction départementale des territoires, service urbanisme.

Article 3

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de Saint-Jean-sur-Veyle, le président de la communauté de communes de La Veyle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bourg en Bresse, le **29 JUIN 2021**

La préfète,



Catherine Sarlandie de la Robertie

Délais et voies de recours :

Tout recours à l'encontre du présent arrêté pourra être porté devant le tribunal administratif de Lyon dans un délai de deux mois suivant son affichage. Dans ce même délai, un recours gracieux peut être présenté à l'auteur de la présente décision. Dans ce cas, le recours contentieux pourra alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (le silence gardé pendant les deux mois suivant le recours gracieux emporte rejet de cette demande).